



La Porte du Hainaut
Communauté d'Agglomération

POLITIQUE DE LA VILLE

NOTE D'ORIENTATIONS POUR LA PROGRAMMATION 2017



Table des matières

Note d'orientations pour la programmation 2017	2
1. Extraits du contrat de ville	2
Les publics prioritaires	2
Les logiques à mettre en œuvre	2
La question de l'innovation.....	3
La participation des usagers, au début, au cœur, et à la fin des actions.....	3
La question de la mutualisation.....	3
Le primat de la proximité	4
Le pilotage communautaire garant de la cohérence	4
2. Orientations pour 2017	4
Axe 1: Adaptation des cadres de mise en œuvre de l'action publique	4
Axe 2 : Insertion / Emploi	4
Axe 3 : Promotion ; Prévention en santé publique.....	5
Axe 4 : Habitat et renouvellement urbain	5
Axe 5 : Apprentissages.....	5
Pour le DRE.....	5
Axe 6 : Prévention de la délinquance	5
Axe 7: Citoyenneté et vie sociale.....	6

Note d'orientations pour la programmation 2017

La mise en œuvre du contrat de ville a pour vocation de produire un changement social durable. Les différentes programmations qui vont se succéder jusqu'en 2020, sont autant d'étapes pour parvenir aux effets souhaités.

La présente note précise certains points importants du contrat de ville et appelle les associations, communes et CCAS à concevoir des projets sur des axes généralement peu mobilisés.

Ce document est complémentaire au cadre de référence (axes, orientations et priorités) du contrat de ville qui est joint au présent appel à projets.

1. Extraits du contrat de ville

Les publics prioritaires

Dans le champ de la politique de la ville, c'est le public, destinataire de l'action publique qui fait sens. Cette précision est importante car les multiples réformes de la Politique de la Ville portent souvent sur le zonage, la méthodologie, les moyens ou les priorités thématiques. Le ciblage du public vient trop souvent au second plan.

De manière générale, La Porte du Hainaut étant un territoire cumulant des difficultés au regard de l'ensemble des indicateurs socio-économiques, les moyens d'actions du Contrat de Ville devraient concerner la majeure partie des populations du territoire.

Au-delà des restrictions de crédits et de périmètres, cette exigence demeure de pleine actualité.

Sans vouloir exclure certains publics, et à la lumière du diagnostic du territoire, les efforts seront concentrés, de manière prioritaire, en direction :

- Des publics jeunes (préadolescents et adolescents) et des jeunes adultes (18-25 ans)
- Des jeunes familles (Parents âgés de moins de 30 ans et leurs enfants)
- Des femmes

En tout état de cause, les programmes de développement social et les opérations de rénovation urbaine doivent intégrer cette priorité et produire des effets favorables sur les conditions de vie de ces publics.

Les logiques à mettre en œuvre

Les publics isolés et cumulant les difficultés sont plus difficiles à repérer.

Sans doute des efforts appuyés en matière de médiation sociale favoriseront l'inclusion de ces publics.

Sont ainsi à privilégier les **actions intégrant un repérage ciblé des publics** (exemple : les actions mobilisées dans le cadre du Dispositif de Réussite éducative)

De la même façon, **la logique de parcours** doit prévaloir. Seules les actions œuvrant dans cette logique produisent des effets mesurables et permettent une bonne articulation des dispositifs mis en œuvre au bénéfice exclusif de la promotion, de la qualification et de l'inclusion sociale des publics cibles.

Les porteurs de projets doivent donc innover. L'innovation sociale est essentielle afin de s'assurer d'une adéquation optimale entre les actions programmées et leurs destinataires.

La question de l'innovation

Le territoire capitalise une longue expérience dans le domaine de l'intervention sociale et a depuis plusieurs années qualifié son action. A la faveur de ce nouveau contrat les programmations doivent refléter la capacité des acteurs à innover.

Il conviendra d'élaborer des réponses nouvelles à des besoins sociaux nouveaux ou mal satisfaits dans les conditions actuelles des politiques sociales, en impliquant la participation et la coopération des professionnels (Bénévoles, éducateurs, professionnels de santé, enseignants, référents RSA, agents territoriaux des CCAS), les usagers. Les services innovants tant par le mode d'organisation, le repérage des publics, la mise en œuvre, la méthodologie utilisée peut couvrir tous les domaines : l'isolement des personnes âgées, la petite enfance, le logement, la santé, la lutte contre la pauvreté, l'exclusion, les discriminations.

Quatre critères peuvent définir le caractère innovant d'une action :

- Réponse à un besoin social mal satisfait
- Génération d'autres effets positifs.
- Expérimentation et prise de risque
- Implication, coopération des acteurs concernés.

Les actions innovantes peuvent être accompagnées par l'État sur les crédits dérogatoires à un taux de participation pouvant aller jusqu'à 80% des dépenses éligibles.

La participation des usagers, au début, au cœur, et à la fin des actions.

La **participation des usagers** est un point essentiel dans la démarche de la Politique de la Ville.

L'appropriation de l'action par les usagers permet une mobilisation renforcée des publics. La Loi prévoit une représentation citoyenne au sein des instances de pilotage du Contrat de Ville.

La participation doit également être un élément important inscrit dans la démarche de chaque action de proximité. Les habitants, acteurs et destinataires des actions de proximité doivent être associés à chaque étape : conception, organisation, mise en œuvre et évaluation.

Enfin les communes structurent un conseil citoyen au sein de chacun des dix quartiers prioritaires.

Ces conseils citoyens doivent être associés à l'élaboration, au suivi et à l'évaluation des programmations d'actions pour les quartiers et leurs habitants. La coproduction des réponses sociales avec les conseils citoyens est un élément important. La représentation des conseils citoyens dans la gouvernance de la Politique de la Ville est définie dans le contrat de ville.

La question de la mutualisation

Le nouveau contrat doit être l'occasion de créer une rupture conceptuelle avec les postures préexistantes. La mise en commun des moyens, des publics, des énergies, et des savoir-faire est indispensable. Pas seulement pour réaliser des économies d'échelle mais par souci d'efficience de l'action publique.

Pour faire face aux enjeux de la précarité, de la relégation, de la détresse des publics cibles, la conjugaison coordonnée des compétences et des moyens, bien présents sur le territoire doit créer les conditions d'un changement social. Le contrat de ville de La Porte du Hainaut prend donc le parti d'une nécessaire évolution des pratiques.

La politique de la Ville ne se limite pas à la bonne gestion des enveloppes de crédits spécifiques, c'est aussi et surtout, une façon de travailler ensemble, dans le même sens, en conjuguant les moyens, dans la confiance mutuelle et le respect des contraintes de chacun. Les bonnes pratiques subsisteront après 2020, au bénéfice des habitants, usagers et destinataires de l'action sociale.



Le primat de la proximité

La Politique de la Ville se met en œuvre dans la proximité, au plus près des habitants. La proximité doit se comprendre dans ses deux sens : une proximité spatiale d'une part, pour agir à l'échelle du quartier et des lieux de vie des habitants. Une proximité sociale d'autre part, pour agir en lien étroit avec les préoccupations des habitants et emporter une adhésion aux démarches engagées.

Le pilotage communautaire garant de la cohérence

Le Contrat de Ville est piloté par la Communauté d'agglomération. On peut voir là un paradoxe puisque les logiques de développement social local se mettent en œuvre à l'échelle des communes, et à l'échelle du quartier, dans la proximité. Toutefois il ne faut pas entendre le pilotage comme une organisation verticale qui de ce fait éloignerait les habitants des lieux de décisions. La Porte du Hainaut est un groupement intercommunal. La compétence « Politique de la Ville » exercée par La Porte du Hainaut, ne peut exister sans les communes qui demeurent les acteurs essentiels de la mise en œuvre de la Politique de la Ville.

Le pilotage intercommunal est le garant de la cohérence et de l'équilibre des programmations.

Il permet :

- D'évaluer cette politique publique de façon distanciée
- D'agir sur des champs inexplorés de la Politique de la Ville en orientant les appels à projets
- De maintenir une articulation indispensable avec les politiques communautaires, notamment l'équilibre social de l'habitat, l'emploi, l'insertion, le développement économique
- De repérer les actions et dispositifs mutualisables, de faciliter le transfert d'expériences, la mise en commun de moyens.
- De participer à la qualification de l'action publique en promouvant « les logiques de parcours » comme méthodologie d'intervention privilégiée auprès des publics ciblés.
- De favoriser de nouveaux modes de coopération entre les partenaires de la Politique de la Ville.

2. Orientations pour 2017

Axe 1 : Adaptation des cadres de mise en œuvre de l'action publique

La Porte du Hainaut souhaite porter plusieurs actions mutualisées conformément aux objectifs de l'axe 1 du contrat de ville. Plusieurs actions seront ainsi proposées en maîtrise d'ouvrage communautaire

- Plan de formation et de qualification des acteurs locaux (Journées d'acteurs, IREV, CNFPT) – Les associations structurées sur l'arrondissement de Valenciennes sont invitées à produire des offres de service auprès de La Porte du Hainaut ;
- Lancement de la mission de suivi-évaluation du contrat de ville ;
- Assistance à la mise en œuvre des conseils citoyens ;
- Appui méthodologique au territoire pour accompagner les acteurs du DRE (lancement d'un appui pour un référentiel commun des DRE) ;
- Proposition d'une charte intercommunale de GUP.

Axe 2 : Insertion / Emploi

La Porte du Hainaut finance les ateliers chantiers d'insertion sur ses crédits spécifiques. En 2017, nous harmonisons le financement afin d'éviter les écarts parfois importants entre les structures.

- Il ne sera pas financé de nouveaux chantiers d'insertion sauf à justifier d'une utilité spécifique pour les 18-25 ans ;



- Mise en place d'un système de financement harmonisé : 1000 € par salarié en insertion+ aide de 5000 € à 10000 € liée à l'utilité sociale du chantier (Service rendu à la population) ;
- Les actions inscrites dans la stratégie emploi communautaire permettant d'impulser des dynamiques de création d'emplois.

Le contrat de ville insiste sur le nécessaire équilibre entre les différents axes. A l'analyse des programmations précédentes certains champs restent inexplorés. Nous appelons donc les porteurs de projets à déposer des actions dans les domaines suivants :

Axe 3 : Promotion ; Prévention en santé publique.

- Actions visant à améliorer l'accès aux droits ;
- Actions visant à prévenir les grossesses précoces ;
- Actions visant à prévenir de façon précoce les pratiques à risque (Alcool, drogues ...) ;
- Actions visant à prévenir les pathologies liées aux conditions de vie défavorables ;
- Actions visant à promouvoir la lutte contre l'obésité, les insuffisances pondérales et l'activité physique régulière ;
- Actions visant à développer l'offre de soins de premier recours.

Axe 4 : Habitat et renouvellement urbain

- Actions visant à accompagner l'auto-réhabilitation des logements ;
- Actions de soutien aux droits et devoirs des locataires ;
- TFPB : actions pluriannuelles ;
- Actions de médiation (de nuit....).

Axe 5 : Apprentissages

- Actions de soutien à l'exercice de la fonction parentale et à une meilleure insertion scolaire
- Actions visant à encourager la mise en place de projets s'appuyant sur des méthodes collaboratives et favorisant le raisonnement et l'esprit critique
- Actions qui visent à modifier la vision et la division sexuée des rôles dans la société.

Pour le DRE

- Santé : favoriser le diagnostic et la prise en charge des difficultés liées à la santé physique et mentale
- Elèves exclus temporairement : Prise en charge des élèves temporairement exclus en partenariat avec l'établissement scolaire d'origine, la famille et les partenaires sociaux
- Soutien à la parentalité pour améliorer leurs fonctions éducatives et la relation « parents/école »
- Prévention de l'absentéisme et du décrochage scolaire, accompagnement des élèves et de leurs familles repérés par les établissements scolaires en lien avec les collectivités, les partenaires sociaux et éducatifs.

Axe 6 : Prévention de la délinquance

- Actions de lutte contre la récidive à destination des primo-délinquants
- Actions de réparation des préjudices à destination des jeunes délinquants
- Prévention primaire : soutenir les actions de médiation visant à sensibiliser le public jeune sur les différentes formes de violences scolaires
- Mise en place d'un réseau visant à optimiser la diversité des lieux d'accueil pour la mise en œuvre des TIG

Axe 7: Citoyenneté et vie sociale

- Actions de lutte contre les clivages
- Actions en direction des jeunes permettant de former le raisonnement, de développer le sens critique, de s'approprier les valeurs républicaines
- Actions ou programme d'actions innovantes en matière d'éducation populaire
- Actions assurant la promotion de l'inscription du bassin minier au patrimoine de l'UNESCO afin de renforcer l'attractivité du territoire.

